Résolution adoptée sans renvoi à une commission

1747 (XVI). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1514 (XV), du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Ayant examiné le rapport sur la question de la Rhodésie du Sud² présenté par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Considérant que la grande majorité de la population de la Rhodésie du Sud a rejeté la Constitution du 6 décembre 1961.

Déplorant que l'égalité des droits et libertés politiques soit refusée à la grande majorité de la population de la Rhodésie du Sud,

Notant avec regret que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a pas encore pris des mesures pour transférer tous pouvoirs au peuple de la Rhodésie du Sud, comme il est exigé au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV),

Ayant examiné en outre les faits exposés par les pétitionnaires devant le Comité spécial,

1. *Approuve* les conclusions formulées au sujet de la Rhodésie du Sud par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et affirme que le territoire de

² *Ibid.*, Annexes, point 97 de l'ordre du jour, document A/5124.

la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies;

2. *Prie* l'Autorité administrante:

a) De convoquer d'urgence une conférence constitutionnelle, avec la pleine participation des représentants de tous les partis politiques, en vue d'élaborer pour la Rhodésie du Sud une constitution qui remplacerait la Constitution du 6 décembre 1961 et garantirait les droits de la majorité de la population sur la base du principe "à chacun une voix", conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

b) De prendre des mesures immédiates pour rétablir tous les droits de la population non européenne et pour supprimer toutes les restrictions et réserves imposées par la loi ou dans la pratique à l'exercice de la liberté d'activité politique et abroger notamment toutes lois, toutes ordonnances et tous règlements qui sanctionnent directement ou indirectement une politique ou des pratiques de discrimination raciale;

c) D'accorder l'amnistie à tous les détenus politiques et d'assurer leur mise en liberté immédiate;

3. *Prie* le Comité spécial de poursuivre les efforts constructifs qu'il déploie pour que la résolution 1514 (XV) soit appliquée au plus tôt à la Rhodésie du Sud afin que ce territoire puisse devenir un nouvel Etat africain indépendant.

1121^e séance plénière,
28 juin 1962.